



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service environnement et sous-produits animaux

**Direction départementale
de la protection des populations**

ANGERS, le 13 mars 2026

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OCTANT (EARL DE L')
Les Cimbronnières
ST PHILBERT EN MAUGES
49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES

Références : 2026_03_10 rapport-complet EARL DE L'OCTANT

Code AIOT : 0054902029

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement OCTANT (EARL DE L') implanté Les Cimbronnières - ST PHILBERT EN MAUGES - 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été effectué dans le cadre du suivi des élevages dit IED (émissions industrielles) et dans celui de l'action nationale "forage".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OCTANT (EARL DE L')
- Les Cimbronnières - ST PHILBERT EN MAUGES - 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES
- Code AIOT : 0054902029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

Élevage de poulets dans deux poulaillers et de canards prêts à gaver dans deux poulaillers. Les animaux sont sur litière et la valorisation des fumiers s'effectue par épandage et par exportation chez un composteur.

Thèmes de l'inspection : • AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par

l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Propreté - Insectes - Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
8	Applicabilité des programmes d'actions nitrates	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Demande d'action corrective	1 mois
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	6 mois
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	6 mois
12	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande d'action corrective	6 mois
14	Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Sans objet
4	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
6	Installations électriques et techniques - Plans - FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
7	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
13	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
15	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté une dégradation de quelques indicateurs et des actions correctives sont attendues sur les non-conformités.

Cette situation est due aux épisodes sanitaires (grippe aviaire x 2 et salmonellose x 2) et à la perte de votre salarié. Afin de maîtriser votre élevage, vous avez opté pour la mise en place d'un lot de canards au lieu de 3 et de 3 lots de poulets au lieu de 7-8 lots. La situation financière a été très fragilisée.

La situation professionnelle est maîtrisée (résultats techniques au-dessus de la moyenne du groupe) mais il y a une dégradation de la tenue de l'exploitation depuis le dernier contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Les poulaillers sont implantés conformément au plan et les productions sont identiques. Il existe deux poulaillers en production de poulets élevés sur litière et deux en production de canards de pré gavage sur litière. Le système de ventilation est identique et la capacité est identique. À ce jour les effectifs des derniers lots sont de 20 859 + 25 602 poulets soit 46 461 animaux et de 11 500 + 11 500 canards 23 000 animaux représentant 92 461 animaux-équivalents et 69 461 places de volailles ; La capacité de l'arrêté d'autorisation est par conséquent respectée. Lors de cette entrevue, vous nous avez informé de votre souhait de limiter la rotation des lots à 1 lot de canards au lieu de 3 et à 3 lots de poulets au lieu de 7. Ce choix fait suite au départ de votre salarié et à la limitation de la disponibilité de main d'œuvre. La valorisation s'effectue de manière identique avec une partie du fumier épandue sur le parcellaire et une partie exportée chez votre composteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
Constats : Il a été constaté la plantation d'un nouveau linéaire de haie sur le côté sud du chemin d'accès. Une

<p>partie de cet axe possède actuellement des haies et des arbres et cette modification vient compléter le dispositif.</p> <p>Les anciennes fondations des deux poulaillers détruits ont été ôtées et les surfaces sont en culture. La végétation limitrophe de l'exploitation est maintenue.</p> <p>Il est également noté la présence de bacs de fleurs et plantation de fleurs à proximité des poulaillers. Cet aménagement permet d'améliorer l'aspect visuel du site et il participe au maintien d'une certaine biodiversité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les poulaillers des canards sont en vide sanitaire et il a été constaté la présence de zones dégradées au niveau des soubassements d'un des bâtiments (trous assez conséquents au pied des longrines et sous la fondation). Selon toute vraisemblance, les zones de grattage ont été réalisées par un chien ou un renard, compte tenu de la présence de crottes à proximité. Une surveillance accrue est à prévoir ainsi qu'une remise en état des talus au pied du poulailler.</p> <p>Les poulaillers des poulets présentent de nombreuses crottes de rats ainsi que de galeries. Ce constat a notamment été réalisé au niveau de l'espace situé entre les 2 bâtiments. La présence des rongeurs est visible sur la tête des talus situés le long des longrines. Selon vos propos, vous avez un prestataire (M. POUDRAY Jordan - 49340 CHANTELOUP LES BOIS) et il est prévu un passage durant le vide sanitaire qui débute le 11 mars 2026. Les abords des bâtiments montrent pièges (tuyaux) mais la répartition est semble-t-il insuffisante. Par ailleurs, il faut anticiper de manière plus précoce la présence des rongeurs de façon à limiter le développement des animaux et à réduire les dégâts liés aux creusements des galeries. Le sol des poulaillers est en béton et aucun dégât n'est visible à l'intérieur (déclarations). Il n'a pas été procédé au contrôle intérieur, compte tenu de la présence de grippe aviaire sur le département.</p> <p>Au niveau des insectes, il n'a pas été constaté la présence d'infestation en cours (absence d'insectes et de traces).</p> <p>L'entretien intérieur n'a pas été vérifié (grippe aviaire).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
Constats :

<p>Le site est équipé d'une barrière sur rail et il existe des chemins empierrés suffisamment dimensionnés pour le passage des camions et des véhicules de secours. Le site est scindé en deux groupes de deux poulaillers et l'accès est aisé.</p> <p>Le matériel d'exploitation est soit mis sous le hangar soit il est présent dans la cour (utilisation en cours) et il ne constitue pas une entrave à la circulation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La défense externe est assurée par un poteau à incendie à l'entrée du chemin d'exploitation et par une réserve à incendie sous la forme d'une poche de 120 m³.</p> <p>La défense interne est assurée par des extincteurs, toutefois l'entretien annuel n'a pas été réalisé depuis deux ans ; une action corrective est attendue pour disposer d'appareils entretenus. Ce manquement fait suite aux épisodes sanitaires successifs (grippe aviaire et salmonellose) et à la réduction importante de vos moyens financiers, liés à baisse importante de production.</p> <p>Les numéros d'appel n'ont pas été contrôlés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats : Les installations électriques ont été contrôlées en 2023 et il est prévu un nouveau diagnostic en 2026 (APAVE - Q18). La fréquence de la vérification est annuelle lorsque vous disposez d'un salarié ou un apprenti et quinquennale dans les autres cas. Les justificatifs de remise en conformité sont à tenir à disposition sur site. En effet, le diagnostic permet de détecter les éventuelles non-conformités, mais il faut ensuite les corriger ou les faire corriger par un prestataire. Quels sont les travaux effectués depuis le dernier contrôle ?</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

<p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand récipient ; - 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients. <p>Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1^{er} novembre 2022.</p> <p>Constats : Le groupe électrogène (local eau) dispose désormais d'une cuve double paroi pour son alimentation. Ainsi, le réservoir du groupe n'est plus utilisé et la rétention de l'hydrocarbure est présente.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 8 : Applicabilité des programmes d'actions nitrates

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R.211-75 et R.211-77 du Code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R.211-80 à R.211-83 du Code de l'environnement sont applicables.</p> <p>Constats : Le fumier des volailles qui est épandu sur le parcellaire autorisé est entreposé sur les futures parcelles d'épandage. Cette pratique est autorisée, mais j'attire votre attention sur deux points de vigilance. La couverture du tas à l'aide de paille est une obligation ainsi que l'inscription de la date de dépôt et de la date de reprise du tas dans le cahier d'épandage. Cette mention permet de justifier de la durée d'entreposage limitée à 9 mois au maximum et de permettre une concordance avec un lot de volailles. Selon vos déclarations, la couverture des tas n'est pas toujours effectuée (paillage réalisé à la pailleuse) et l'inscription des dates n'est pas effectuée. Les conditions d'entreposage sont fixées par le programme national nitrates (arrêté du 19/12/2011 modifié). extrait : <i>2° Stockage de certains effluents d'élevage au champ</i> <i>Ces prescriptions s'appliquent à tout stockage d'effluents d'élevage en zone vulnérable. En zone vulnérable, le stockage ou le compostage au champ est autorisé uniquement pour :</i> <i>- les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement ; - les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement ; - les fientes de volailles issues d'un séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière plus de 65 % de matière sèche.</i> <i>Sous réserve de respecter les conditions suivantes, communes à ces trois types d'effluents d'élevage :</i> <i>- lors de la constitution du dépôt au champ, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement latéral de jus ; les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont interdits ; - le volume du dépôt est adapté à la fertilisation des îlots culturaux récepteurs dans les</i></p>

conditions du III de la présente annexe (conditions relatives au respect de l'équilibre de la fertilisation azotée) ; - le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations d'eau ; - le tas ne peut être mis en place sur les zones où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et dans les zones d'infiltration préférentielles telles que failles ou bétoires ; - la durée de stockage ne dépasse pas neuf mois ; - le tas ne doit pas être présent au champ du 15 novembre au 15 janvier, sauf en cas de dépôt sur prairie ou sur un lit d'environ 10 centimètres d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille) ou en cas de couverture du tas ; - le retour du stockage sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans ; - l'ilot cultural sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques.

Les conditions particulières ci-dessous doivent également être respectées, sauf pour les dépôts de courtes durées inférieurs à 10 jours précédant les chantiers d'épandage :

- pour les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement, le tas doit être mis en place sur une parcelle en prairie ou sur une parcelle portant une culture implantée depuis plus de 2 mois ou un CIE ou un CINE bien développée ou un lit d'environ 10 centimètres d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille); il doit être constitué en cordon, en barrant les remorques les unes à la suite des autres et ne doit pas dépasser 2,5 mètres de hauteur ; - pour les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement, le tas doit être conique et ne doit pas dépasser 3 mètres de hauteur ; la couverture du tas de manière à protéger le tas des intempéries et à empêcher tout écoulement latéral de jus est également exigée ; - pour les fientes de volailles issues d'un séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière plus de 65 % de matière sèche, le tas doit être couvert par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.

Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du Code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.

Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Constats :

Les volailles sont alimentées par l'eau du forage et les animaux disposent de pipettes qui permettent de limiter le gapillage. le réseau public n'est pas disponible sur le site.

Il a été constaté la présence d'une petite fuite (quelques gouttes au sol) au niveau d'une connexion de tuyaux dans le local eau ; cette fuite sera à colmater.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

<p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le compteur général a été posé, mais il a été mis hors service de manière très rapide. L'installation avait été réalisée par la SIAC et il semble judicieux de vous rapprocher d'un professionnel de la plomberie pour déterminer les raisons du dysfonctionnement, du positionnement idéal du nouveau compteur, du matériel à utiliser et des travaux à réaliser, le cas échéant.</p> <p>L'enregistrement des consommations d'eau est effectué par lot de volailles sans l'eau de lavage.</p> <p>Le volume consommé est de 108,25 m³ pour 20 400 poulets, de 130,08 m³ pour 25 000 poulets, de 401 m³ pour 11 500 canards âgés de 107 jours et de 360 m³ pour 11 500 canards âgés de 107 jours.</p> <p>Le lavage s'effectue à l'aide d'un nettoyeur haute pression à eau chaude disposant d'un débit de 1,3 m³/h. Le temps de lavage est de 6h30 pour le n° 2, de 7h pour le n° 4 et de 9h30 pour les bâtiments de canards. Nous pouvons en déduire un volume consommé de 8,45 m³, de 9,1 m³ et de 12,35 m³ par lavage.</p> <p>Sur la base de 3 lots de canards et de 7 lots de poulets, il est consommé :</p> <p>240 x 7 lots + 18 x 7 lots = 1 806 m³ (poulets)</p> <p>280 x 3 lots + 25 x 3lots = 915 m³ (canards)</p> <p>La consommation de l'activité avicole est d'environ 2 721 m³ par an sans compter la consommation de la maison de vos parents et du remplissage du pulvérisateur.</p> <p>L'eau est défermée puis traitée par électrolyse dans le local eau puis acidifiée à l'aide d'une pompe doseuse dans les sas (traitement possible, apports de vitamines ou de minéraux possibles).</p> <p>L'eau du réseau public n'est pas disponible sur site et en cas d'entretien du matériel, il est possible d'alimenter les animaux par l'eau du puits privé (maison des parents) non utilisé.</p> <p>Le compteur exigé au titre de la Loi sur l'eau, doit vous permettre de comptabiliser le volume consommé depuis cette ressource.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé</p>
<p>Constats :</p> <p>Le forage a été réalisé par votre père et les caractéristiques de l'ouvrage ne sont pas disponibles (profondeur estimée entre 40 et 80 m, création entre 1990 et 2000, débit de la pompe estimé à 12 m³ /h). L'ouvrage est connu de nos services et il faudra récupérer les caractéristiques du forage ainsi que les coordonnées Lambert 93. Le volume consommé maximal sera à déterminer par vos soins.</p> <p>Le forage est situé dans la parcelle n° 133 (culture) et la tête de l'ouvrage dispose d'une dalle en béton avec couvercle et masse sur le dessus. L'ouverture manuelle est impossible et le contrôle de la tête n'a pas été réalisé. Il existe également une petite margelle en béton circulaire au niveau du sol et qui présente des signes importants de vétusté.</p> <p>Pour améliorer la protection de la tête, il faut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rehausser le dispositif de la hauteur d'une buse en béton avec couvercle - s'assurer que la tête du forage dépasse de 50 cm au-dessus du terrain naturel - réhabiliter la margelle de protection (hauteur 30 cm, pentes vers l'extérieur et surface minimale de 3 m²). <p>L'ouvrage disposant d'une profondeur supérieure à 10 mètres, il relève du Code minier et à ce titre il faut le régulariser sur le site DUPLOS. Ainsi vous aurez un numéro dit BSS (banque sous sol) et la copie de la fiche du bureau de recherches géologiques et minières sera à transmettre par messagerie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 12 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Les poulaillers destinés à l'élevage de canards sont équipés de gouttières et il a été constaté le développement de végétation dans deux dispositifs. Par ailleurs, il a été constaté que les descentes de gouttières sont partielles et abîmées (orifices). Ainsi l'eau s'écoule aux abords directs des poulaillers et elle participe à la dégradation des abords. L'ouverture de quelques regards montre la présence d'eau, car les canalisations semblent encombrées. Les parcours des canards ne sont plus utilisés pour le moment et la surface a été remise en culture. L'eau de pluie des poulaillers destinés aux poulets s'écoule dans les fossés longitudinaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats : Aucun rejet direct d'effluent dans les eaux souterraines constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1 ^{er} janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Il a été constaté la présence d'une zone d'incinération (nord de la parcelle n° 138) qui montre la présence de déchets verts mais également quelques matériaux en matière plastique (récipient, bâche, etc). Cette pratique est interdite et il faut ôter les matières plastiques et les évacuer dans une filière adaptée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 15 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p>Constats : La déclaration de émissions atmosphériques a été réalisée pour l'année écoulée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite